

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 1999 — 3661

[99/21297]

**4 FEVRIER 1999.** — Décret portant approbation de l'accord de coopération du 3 juin 1998 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone modifiant l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone du 3 juin 1998 modifiant l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle, annexé au présent décret, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent décret produit ses effets le 15 mai 1998.

Namur, le 4 février 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,  
du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

---

Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil 412 (1998-1999) N<sup>os</sup> 1 et 2

Compte rendu intégral. Séance publique du 9 décembre 1998.

Discussion. — Vote.

## Annexe

**Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone modifiant l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6 et 92bis, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone du 3 juillet 1997 relatif au programme de transition professionnelle;

Considérant qu'il est nécessaire que l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle soit modifié afin de tenir compte des modifications apportées, à l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle, par l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions;

La Région wallonne représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de la Ministre-Présidente;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 3, alinéa 2, de l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les programmes de transition professionnelle ne sont pas applicables dans les secteurs qui bénéficient de la mesure « Maribel social ». Cette interdiction sera levée à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1998, après modification de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant de mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand de manière à ne pas pouvoir considérer un travailleur occupé dans le programme de transition professionnelle comme un travailleur nouvellement engagé en application du Maribel social et après la mise en place de la procédure de contrôle du respect de cette disposition par les administrations compétentes ».

Art. 2. A partir du moment où le plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi, institué par le chapitre II du titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, aura été élargi aux jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficient depuis au moins 9 mois d'allocations de chômage ou d'allocations d'attente (la période d'attente étant assimilée), l'article 6 du même accord de coopération sera remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Peuvent être engagés dans un programme de transition professionnelle;

— les chômeurs complets demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, qui ne disposent pas d'un diplôme, d'une attestation ou d'un brevet de l'enseignement secondaire supérieur, et qui, au jour de l'engagement, soit bénéficient d'allocations d'attente et sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins neuf mois, soit bénéficient d'allocations de chômage depuis au moins neuf mois, soit bénéficient du minimum de moyens d'existence depuis au moins neuf mois;

— les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations d'attente et qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis au moins 12 mois;

— les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations de chômage depuis au moins 24 mois, dont les chômeurs qui ont effectué des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi;

— et les demandeurs d'emploi qui bénéficient du minimum de moyens d'existence depuis au moins 12 mois.

Pour l'application du présent accord de coopération, les bénéficiaires de l'aide sociale inscrits au registre de la population et qui n'ont pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité, sont assimilés aux bénéficiaires du minimum de moyens d'existence. »

Art. 3. L'article 7 du même accord de coopération est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Outre l'allocation forfaitaire de l'Etat fédéral et l'application du plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi visées par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle, modifié par l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions, l'occupation dans le programme de transition professionnelle donne lieu à la prise en charge de la rémunération et des cotisations sociales des travailleurs lorsque les activités qu'il exercent relèvent de la compétence d'une de deux Communautés :

1° par l'octroi d'une subvention forfaitaire de la Région wallonne qui s'élève à :

a) 7 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

b) 12 500 F par mois si le travailleur est occupé au moins à quatre cinquièmes temps;

2° par l'octroi d'une subvention forfaitaire de la Communauté française ou de la Communauté germanophone qui s'élève à :

a) 7 000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

b) 12 500 F par mois si le travailleur est occupé au moins à quatre cinquièmes temps;

3° par l'employeur à concurrence du solde de manière à atteindre le montant de la rémunération correspondant au barème ordinaire en vigueur chez cet employeur pour la même fonction ou pour une fonction équivalente y compris le pécule de vacances, la prime de fin d'année et les autres allocations et avantages applicables chez cet employeur.

§ 2. Les montants des subventions visées au § 1<sup>er</sup> ne peuvent avoir pour effet que l'allocation de l'Etat fédéral, l'application du plan d'embauche, les subventions de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Communauté germanophone et, le cas échéant, les rétributions données aux employeurs par les bénéficiaires des services rendus par les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle dépassent la rémunération visée au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et les cotisations sociales y afférentes.

Dans ce cas, les montants des subventions visées au § 1<sup>er</sup>, sont réduits à due concurrence.

§ 3. Le montant des subventions visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 est fixé à la date de début de l'exécution du contrat de travail et est dû pendant toute la période d'occupation dans les liens de ce contrat de travail sans préjudice de la durée maximale d'occupation prévue à l'article 9. »

Art. 4. L'article 9 du même accord de coopération est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les travailleurs sont engagés dans les liens d'un contrat de travail dont le régime de travail est au moins égal à un mi-temps.

Leur occupation dans le cadre du programme de transition professionnelle est de deux ans maximum.

Toutefois, l'occupation est de trois ans maximum en ce qui concerne :

1° les travailleurs qui ont effectué précédemment des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi;

2° les travailleurs qui résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région wallonne. La liste des communes concernées est établie pour la première fois le 30 juin 1997. »

Art. 5. La subvention de 12 000 F par mois visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, *b*, et 2<sup>o</sup>, *b*, de l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle avant qu'il n'ait été modifié par le présent accord de coopération, reste d'application en cas d'occupation à  $\frac{3}{4}$  temps au moins dans les liens d'un contrat de travail qui a commencé à être exécuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et aussi longtemps que ce contrat de travail n'a pas pris fin.

Art. 6. Le présent accord de coopération produit ses effets le 15 mai 1998.

Fait à Namur, le 3 juin 1998 en 5 exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente,

Mme L. ONKELINX

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

J. MARAITE

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,

K.-H. LAMBERTZ

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 1999 — 3661

[C - 99/21297]

**4. FEBRUAR 1999 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Juni 1998 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Juli 1997 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das dem vorliegenden Dekret beigefügte Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Juni 1998 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Juli 1997 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms wird genehmigt.

**Art. 2** - Das vorliegende Dekret tritt am 15. Mai 1998 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Februar 1999.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCION

---

Note

(1) *Sitzung 1998-1999*

Dokumente des Rats 412 (1998-1999) Nr. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 9. Dezember 1998

Diskussion. — Abstimmung

## Anlage

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Juli 1997 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des Beruflichen Übergangsprogramms**

Aufgrund der Artikel 1, 39 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die institutionellen Reformen, insbesondere Artikel 6 und 92bis, § 1;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 3. Juli 1997 bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 3. Juli 1997 über die Einsetzung eines beruflichen Übergangsprogramms abzuändern, um den Abänderungen am Zusammenarbeitsabkommen vom 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen Rechnung zu tragen, die durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Mai 1998 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms vorgenommen wurden;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministerpräsidenten und in der Person des Ministers des Haushaltes und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministerpräsidenten;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministerpräsidenten und in der Person des Ministers für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales;

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1. Artikel 3 Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 3. Juli 1997 bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Die beruflichen Übergangsprogramme finden keine Anwendung auf Sektoren, die in Genuß der Maßnahmen "Maribel Social" kommen. Dieses Verbot wird nach Abänderung des Artikels 4, § 2 des Königlichen Erlasses vom 5. Februar 1997 bezüglich der Maßnahmen zur Förderung der Beschäftigung im nicht-kommerziellen Sektor ab den 1. Juli 1998 aufgehoben, so daß eine in einem beruflichen Übergangsprogramm beschäftigte Person nicht als neu eingestellte Person in Anwendung des "Maribel Social" gelten kann und dies sobald die zuständigen Verwaltungen ein Verfahren eingeführt haben, daß die Kontrolle dieser Vorschrift erlaubt".

Art. 2. Sobald der Einstellungsplan für die Förderung der Beschäftigung von Arbeitsuchenden der durch Kapitel II des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 betreffend soziale und andere Maßnahmen auf Jugendlichen unter 25 Jahren die kein Diplom der Oberen Sekundarschulwesens haben und die seit mindestens 9 Monate Arbeitslosenunterstützung oder Wartegeld beziehen (die Wartezeit wird angerechnet) ausgeweitet worden ist wird Artikel 6 desselben Zusammenarbeitsabkommens durch folgende Regelung ersetzt:

« Art. 6. Können in einem beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt werden:

— Vollarbeitslose unter 25 Jahren, die kein Diplom, keine Bescheinigung oder kein Brevet der oberen Sekundarstufe besitzen, und die am Tage der Einstellung entweder Wartebefehlforderungen beziehen und seit mindestens 9 Monaten als Arbeitssuchende eingeschrieben sind oder die seit mindestens 9 Monaten Arbeitslosenunterstützung oder das Existenzminimum beziehen;

— Vollarbeitslose, die Wartebefehlforderungen beziehen und die seit mindestens 12 Monaten als Arbeitssuchende eingeschrieben sind;

— Vollarbeitslose, die seit mindestens 24 Monaten eine Arbeitslosenunterstützung beziehen, einschließlich derjenigen Arbeitslosen, die im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen Leistungen erbracht haben;

— Arbeitslosen die seit mindestens 12 Monaten das Existenzminimum beziehen.

Bei der Durchführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden die im Bevölkerungsregister eingeschriebenen Sozialhilfeempfänger, die aufgrund ihrer Staatsbürgerschaft kein Anrecht auf das Existenzminimum haben, den Empfängern des Existenzminimums gleichgestellt".

Art. 3. Artikel 7 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 7. §1. Außer der Pauschalzulage des Föderalstaates und der Anwendung des Beschäftigungsplans für die Förderung der Anwerbung von Arbeitsuchenden wie sie in Artikel 7 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms vom 4. März 1997, abgeändert durch das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen vom 15. Mai 1998 bezeichnet sind, gibt die Beschäftigung im beruflichen Übergangsprogramm Anlaß zur Übernahme der Entlohnung und der Sozialbeiträge der Arbeitnehmer, wenn die Tätigkeiten die sie ausüben in den Kompetenzbereich einer der beiden Gemeinschaften fallen:

1° durch Gewährung einer Pauschalzulage der Wallonischen Region in Höhe von:

a) 7 000,- BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbezeit beschäftigt ist;

b) 12 500,- BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens vierfüntfelzeit beschäftigt ist;

2° durch Gewährung einer Pauschalzulage der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Höhe von:

a) 7 000,- BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens halbezeit beschäftigt ist;

b) 12 500,- BEF pro Monat, wenn der Arbeitnehmer mindestens vierfüntfelzeit beschäftigt ist;

3° durch den Arbeitgeber in Höhe des Saldos, der es erlaubt den Entlohnungsbetrag zu erreichen, der dem normalen Barema entspricht, daß bei diesem Arbeitgeber für dieselbe Funktion oder eine gleichwertige Funktion einschließlich Urlaubsgeld, Jahresendprämie und anderen Zulagen und Vorteilen entspricht, die bei diesem Arbeitgeber Anwendung finden.

§ 2. Die in § 1 vorgesehenen Subventionsbeträge dürfen nicht dazu führen, daß die Zulagen des Föderalstaates die Anwendung des Einstellungsplanes, die Subventionen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft und gegebenenfalls die Entschädigungen an den Arbeitgebern seitens der Nutznießer der Dienstleistungen die durch die Arbeitnehmern erbracht wurden, die im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt sind, das Einkommen und die entsprechenden Sozialbeiträge übersteigen, die in § 1, 3° angegeben sind.

In diesem Falles werden die in § 1 vorgesehenen Subventionsbeträge entsprechend gekürzt.

§ 3. Der in § 1 und § 2 beschriebene Subventionsbetrag wird zum Datum des Beginns der Ausführung des Arbeitsvertrages festgelegt und ist für den gesamten Beschäftigungszeitraum im Rahmen dieses Arbeitsvertrages geschuldet unbeschadet Einfluß der Höchstbeschäftigungsdauer wie sie in Artikel 9 festgelegt ist. »

Art. 4. Artikel 9 desselben Zusammenarbeitsabkommens ist durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 9. Die Arbeitnehmer werden auf der Grundlage eines Arbeitsvertrags eingestellt, dessen Arbeitsregelung mindestens einer Halbzeitbeschäftigung entspricht.

Ihre Beschäftigung im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms dauert höchstens 2 Jahre.

Hingegen ist die Beschäftigung höchstens 3 Jahre im Falle von:

1° Arbeitnehmern, die vorher Leistungen im Rahmen von lokalen Beschäftigungsagenturen erbracht haben;

2° Arbeitnehmern, die üblicherweise in Gemeinden wohnen, die am 30. Juni eines jeden Jahres eine Arbeitslosenquote aufweisen, die mindestens 20% über der durchschnittlichen Arbeitslosenquote der Wallonischen Region liegt. Die Liste der betroffenen Gemeinden wird zum ersten Male am 30. Juni 1997 festgelegt. »

Art. 5. Die Subvention von 12 000,- BEF im Monat, wie sie in Artikel 7 § 1 1° b) und 2° b) des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Juli 1997 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogrammes festgelegt wird, bevor es durch das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen abgeändert wurde, wird weiterhin für Beschäftigungen von mindestens Dreiviertelzeit angewandt im Rahmen eines Arbeitsvertrages, dessen Ausführung vor dem 1. Januar 1999 angefangen hat und dies solange der Arbeitsvertrag nicht beendet wurde.

Art. 6. Das Zusammenarbeitsabkommen tritt am 15. Mai 1998 in Kraft.

Namur, den 3. Juni 1998 in 5 Originalausfertigungen ausgestellt.

Für die Wallonischen Region:

Der Minister-Präsident

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Für die Französische Gemeinschaft:

Die Minister-Präsidentin

Frau L. ONKELINX

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident

J. MARAITE

Der Minister für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales

K.-H. LAMBERTZ

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 1999 — 3661

[C - 99/21297]

**4 FEBRUARI 1999.** — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 3 juni 1998 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het bijgaande samenwerkingsakkoord van 3 juni 1998 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's is goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 15 mei 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling,  
Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

---

Nota

(1) *Zitting (1998-1999)*

Stukken van de Raad 412 (1998-1999) Nrs. 1 en 2

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 9 december 1998

Bespreking. — Stemming

## Bijlage

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's**

Gelet op de artikelen 1, 39 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6 en 92bis, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's gewijzigd moet worden ten gevolge van de wijzigingen die bij het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de Federale Staat en de Gewesten werden aangebracht in het op 4 maart 1997 gesloten samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van de Minister-Voorzitter;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Artikel 3, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's, wordt vervangen als volgt :

« De doorstromingsprogramma's zijn niet van toepassing in de sectoren die het voordeel van de 'sociale Maribel'-maatregel genieten». Dit verbod wordt op 1 juli 1998 opgeheven, na wijziging van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector opdat een in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemer niet kan worden beschouwd als een werknemer die onlangs in dienst werd genomen op grond van de "sociale Maribel"-maatregel en na de instelling van de procedure voor de controle op de naleving van deze bepaling door de bevoegde besturen. »

Art. 2. Zodra het bij hoofdstuk II van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen ingestelde banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden uitgebreid wordt tot de jongeren van minder dan 25 jaar die geen diploma van het hoger secundair onderwijs hebben en sinds minstens 9 maanden werkloosheids- of wachttuitkeringen (wachttijd ingerekend) genieten, wordt artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord vervangen als volgt :

« Art. 6. De volgende personen kunnen tewerkgesteld worden in het kader van een doorstromingsprogramma :

— de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen onder 25 jaar, die niet in het bezit zijn van een diploma, een certificaat of een brevet van het hoger secundair onderwijs, en die de dag vóór hun indienstneming, hetzij wachttuitkeringen ontvangen en sinds ten minste 9 maanden als werkzoekenden ingeschreven staan of sinds ten minste 9 maanden werkloosheidsuitkeringen of het bestaansminimum ontvangen;

— uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die wachttuitkeringen ontvangen en sinds ten minste 12 maanden als werkzoekenden ingeschreven staan;

— uitkeringsgerechtigde volledig werklozen, met inbegrip van de werklozen die diensten gepresteerd hebben in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen;

— de werklozen die sinds ten minste 12 maanden het bestaansminimum ontvangen.

Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden de in het bevolkingsregister ingeschreven begunstigen van sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum, gelijkgesteld met bestaansminimumtrekkers. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. Naast de forfaitaire toelage van de Federale overheid en de toepassing van het banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden, bedoeld in artikel 7, § 1, van het op 4 maart 1997 gesloten samenwerkingsakkoord tussen de Federale overheid en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's, geeft tewerkstelling in het doorstromingsprogramma aanleiding tot de tenlasteneming van het loon en de sociale premies van de werknemers wanneer hun activiteiten onder de bevoegdheid van één van beide Gemeenschappen vallen :

1° door de toekenning van een forfaitaire subsidie van het Waalse Gewest van :

a) 7 000 BEF per maand indien de werknemer minstens halftijds tewerkgesteld is;

b) 12 500 BEF per maand indien de werknemer minstens 4/5 tijds tewerkgesteld is;

2° door de toekenning van een forfaitaire subsidie van de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap van :

a) 7 000 BEF per maand indien de werknemer minstens halftijds tewerkgesteld is;

b) 12 500 BEF per maand indien de werknemer minstens 4/5 tijds tewerkgesteld is;

3° door de werkgever, ten belope van het saldo om het loonbedrag te bereiken dat overeenstemt met de gewone loonschaal die bij hem van kracht is voor hetzelfde of een gelijkwaardig ambt, met inbegrip van het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de andere toelagen en voordelen die bij hem van toepassing zijn.

§ 2. De in § 1 bedoelde subsidiebedragen mogen niet als gevolg hebben dat de toelage van de Federale Staat, de toepassing van het banenplan, de subsidies van het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, en, in voorkomend geval, de vergoedingen die aan de werkgevers betaald worden door de begunstigden van diensten verleend door de in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers, meer bedragen dan het in § 1, 3°, bedoelde loon en de desbetreffende sociale premies.

In dit geval worden de in § 1 bedoelde subsidiebedragen tot het passende beloop verminderd.

§ 3. Het bedrag van de in § 1 en § 2 bedoelde subsidies wordt vastgesteld op de eerste dag van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst en is verschuldigd gedurende de hele tewerkstellingsperiode, onverminderd de maximale duur bedoeld in artikel 9. »

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De werknemers worden aangeworven bij een arbeidsovereenkomst die minstens een halftijdse baan betreft.

Hun tewerkstelling in het kader van een doorstromingsprogramma duurt maximum twee jaar.

De tewerkstelling kan echter maximum drie jaar duren voor :

1° werknemers die vroeger diensten hebben verstrekt in het kader van de plaatselijke werkgelegenheidsagent-schappen;

2° werknemers die doorgaans woonachtig zijn in gemeenten waarin het werkloosheidscijfer jaarlijks op 30 juni minstens 20% hoger is dan het gemiddelde werkloosheidscijfer van het Waalse Gewest. De lijst van de betrokken gemeenten wordt voor de eerste keer op 30 juni 1997 opgemaakt. »

Art. 5. De maandelijks subsidie van 12 000 BEF, bedoeld in artikel 7, § 1, 1°, b, en 2°, b, van het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende doorstromingsprogramma's voordat het bij dit samenwerkingsakkoord werd gewijzigd, wordt verder uitbetaald als de werknemer minstens 4/5 tijds tewerkgesteld is bij een arbeidsovereenkomst die begint te lopen vóór 1 januari 1999, en zolang die arbeidsovereenkomst loopt. »

Art. 6. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 15 mei 1998.

Gedaan te Namen, op 3 juni 1998 in 5 originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest/

De Minister-President van de Waalse Regering,

belast met Economie, Buitenland Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

Mevr. L. ONKELINX

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

J. MARAITE

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,

K.-H. LAMBERTZ